IV

(Informations)

INFORMATIONS PROVENANT DES INSTITUTIONS, ORGANES ET ORGANISMES DE L'UNION EUROPÉENNE

CONSEIL

RAPPORT D'ACTIVITÉ EN MATIÈRE FINANCIÈRE 2011

Section II — Conseil européen et Conseil

(2012/C 272/01)

TABLE DES MATIÈRES

Page

1. SYNTHÈSE . . . 3
2. INTRODUCTION . . . 4
3. OBJECTIFS ET BUDGET POUR L'EXERCICE 2011 . . . 4
   - 3.1. Les principaux objectifs administratifs . . . 4
   - 3.2. Établissement du budget 2011 pour le Conseil européen et le Conseil . . . 4
     - 3.2.1. Orientation générale . . . 4
     - 3.2.2. Budget 2011 . . . 5
     - 3.2.3. Budget 2011 et perspectives financières de la rubrique 5 du budget de l'UE . . . 6
4. APERÇU GLOBAL DE L'EXÉCUTION DU BUDGET EN 2011 . . . 7
   - 4.1. Activités et objectifs en 2011 . . . 7
     - 4.1.1. Activités du Conseil européen et du Conseil en 2011 . . . 7
     - 4.1.2. Réalisation des objectifs administratifs fixés en 2011 . . . 7
   - 4.2. Recettes . . . 8
     - 4.2.1. Recettes perçues en 2011 . . . 9
     - 4.2.2. Recettes perçues avant 2011 . . . 10
   - 4.3. Dépenses de l'exercice 2011 . . . 11
     - 4.3.1. Aperçu de l'exécution du budget au cours de la période 2004-2011 . . . 11
     - 4.3.2. Exécution des crédits par catégorie en 2011 . . . 12
     - 4.3.3. Modification du budget en 2011 . . . 14

Page

4.4. Crédits reportés 15

4.4.1. Exécution des crédits reportés de l'exercice 2010 15

4.4.2. Crédits reportés de l'exercice 2011 à l'exercice 2012 16

4.5. Recettes affectées 17

4.5.1. Recettes affectées perçues avant 2011 17

4.5.2. Recettes affectées perçues en 2011 18

1. **SYNTHÈSE**

Comme l'année précédente, 2011 a été marquée par des modifications substantielles de la section II du budget de l'UE. La création du Service européen pour l'action extérieure (SEAE), prévue par le traité de Lisbonne, a permis de réduire les dépenses prévues pour le fonctionnement du Conseil européen et du Conseil.

La lettre rectificative (doc. 12749/1/10) au projet de budget pour l'exercice 2011 concernant le Conseil européen et le Conseil a entraîné, à la section II, une réduction de 411 postes du tableau des effectifs et de 79,7 millions d'EUR en termes de crédits budgétaires. Ces ressources et les activités y afférentes ont été transférées à titre de contribution du Conseil à la mise en place du SEAE.

En 2011, le secrétariat général du Conseil (SGC) a poursuivi sa modernisation administrative. Dans ce cadre, il a transféré son antenne de la caisse de maladie à l'Office de gestion et de liquidation des droits individuels (PMO) de la Commission. Le projet concernant le bâtiment Europa est passé de la phase de consolidation à la phase de construction proprement dite.

Le budget 2011 du Conseil européen et du Conseil a été fixé à 563,3 millions d'EUR. À la fin de l'exercice 2011, un montant de 506,8 millions d'EUR avait été engagé (ce qui correspond à un taux d'exécution de 90 %).

Cette sous-utilisation de 56,4 millions d'EUR est due principalement à:

— la sous-utilisation des enveloppes destinées à couvrir les frais de voyage des délégations (20,9 millions d'EUR),

— une sous-utilisation du tableau des effectifs et des coûts salariaux moins élevés que prévu (9,1 millions d'EUR),

— des besoins moins importants que prévu pour l'organisation des réunions, les installations techniques et le matériel de bureau (6,8 millions d'EUR),

— des besoins moins importants que prévu en ce qui concerne l'interprétation (6 millions d'EUR),

— la non-activation de la réserve (6 millions d'EUR),

— des besoins moins importants que prévu pour les autres dépenses de personnel (par ex.: agents contractuels, experts nationaux détachés, autres prestations externes) (4,7 millions d'EUR),

— des besoins moins importants que prévu pour les travaux d'aménagement dans les bâtiments du Conseil (2,2 millions d'EUR).

L'exécution des montants reportés de 2010 à 2011 s'est élevée au total à 40,2 millions d'EUR sur un montant de 49,8 millions. L'objectif d'augmenter le taux d'exécution des montants reportés demeure.

Le résultat des opérations de recettes effectuées par le SGC en 2011 s'élève à 128,6 millions d'EUR. Sur ce montant, 117,5 millions d'EUR ont été recouvrés au cours de l'exercice et le solde sera recouvré en 2012.

Ces recettes recouvrées sont, pour plus de la moitié (62,4 millions d'EUR, soit 53 %), liées aux taxes, prélèvements et redevances communautaires qui ont été acquittés par le personnel du SGC en 2011. Un montant de 54 millions d'EUR est lié aux différentes opérations administratives du SGC. Ce montant comprend un virement de 18,6 millions d'EUR du SEAE au SGC, qui correspond au paiement anticipé des services fournis par le SGC au SEAE en 2011. Le montant restant de 1,1 million d'EUR concerne divers remboursements et contributions en vertu d'accords communautaires.

La principale source (72 %) des recettes affectées en 2011 concerne les frais de voyage des délégations. Sur la base de leurs déclarations, 26,2 millions d'EUR ont été recouvrés à la suite de la sous-utilisation des crédits par les délégations en 2010.

Les recettes affectées perçues avant 2011 s'élevaient à 30,7 millions d'EUR. À la fin de l'exercice, 98 % de ces recettes affectées (30,2 millions d'EUR) avaient été utilisées.

2. **INTRODUCTION**

Le présent rapport se fonde, conformément à l'article 128 du règlement financier, sur les comptes de 2011, sur les conclusions des rapports annuels d'activité des ordonnateurs du Conseil ainsi que sur les informations relatives à l'exécution budgétaire issues du système financier du Conseil.

Le rapport, qui présente un aperçu de la gestion budgétaire et financière du Conseil en 2011, est conforme en outre aux obligations instituées par l'article 122 du règlement financier et l'article 185 de ses modalités d'exécution.

Le chapitre 3 présente une synthèse du cadre mis en place pour l'exercice 2011, tandis que le chapitre 4 donne un aperçu global de l'exécution des crédits budgétaires disponibles en 2011.

L'exécution du budget 2011 par ligne budgétaire est présentée dans un tableau qui figure à l'annexe.

3. **OBJECTIFS ET BUDGET POUR L'EXERCICE 2011**

3.1. **Les principaux objectifs administratifs**

Les principaux objectifs administratifs du secrétariat général du Conseil (ci-après dénommé «SGC») pour 2011 étaient:

— d'apporter un soutien permanent au Conseil européen et au Conseil,

— de poursuivre le processus de modernisation administrative. Le secrétariat général a mis en place un ambitieux programme visant à renforcer la qualité de son organisation. Différentes initiatives ont ou auront une incidence budgétaire (tant en termes de coût des investissements que d'économies résultant d'une efficacité accrue),

— d'adapter son organisation après le départ de 12 % de ses effectifs au Service européen pour l'action extérieure (SEAE) et de fournir à cette nouvelle institution une assistance dans différents domaines pendant la période transitoire, en 2011,

— de poursuivre la construction du bâtiment Europa, qui devrait être achevée en 2014.

3.2. **Établissement du budget 2011 pour le Conseil européen et le Conseil**

3.2.1. *Orientation générale*

L'établissement du budget 2011 pour le Conseil européen et le Conseil a été mené en 2010 selon deux procédures distinctes:

1) le projet de budget 2011 en mai, et

2) un lettre rectificative au projet de budget 2011, en septembre, en prévision de la création du Service européen pour l'action extérieure en tant que nouvelle institution de l'UE au 1er janvier 2011.

ad 1) Le budget 2011 pour le Conseil européen et le Conseil a été élaboré dans le but de ne pas augmenter les crédits en termes réels, à l'exception de ce qui concerne la préparation de l'adhésion de la Croatie. Le SGC n'a pas introduit de demande de nouveaux effectifs, sauf pour le cabinet du président du Conseil européen. Cette orientation signifie que les nouvelles initiatives et les besoins en ressources supplémentaires devaient être couverts par des réductions dans d'autres domaines.

ad 2) Transfert de ressources au Service européen pour l'action extérieure.

Le traité sur l'Union européenne prévoit la création du Service européen pour l'action extérieure (ci-après dénommé «SEAE»). Le budget du SEAE a été établi au moyen de la lettre rectificative n° 1 au projet de budget général pour 2011.

Par cette lettre rectificative, des ressources ont été transférées de la Commission et du Conseil au SEAE, qui s'est également vu allouer de nouveaux effectifs et ressources financières supplémentaires. Le Conseil a ainsi transféré 411 postes du tableau des effectifs et 79,7 millions d'EUR au SEAE.

Ce montant comprenait les éléments suivants:

— dépenses de personnel: 45,9 millions d'EUR,

— immeubles, équipement et dépenses de fonctionnement: 6,0 millions d'EUR,

— dépenses liées à la PSDC/PESC: 27,8 millions d'EUR.

3.2.2. *Budget 2011*

L'autorité budgétaire a établi le budget global pour le Conseil européen et le Conseil à 563,3 millions d'EUR.

La différence de 70,3 millions d'EUR (- 11 %) par rapport au budget 2010 est répartie comme suit:

— transfert de ressources au SEAE: 79,7 millions d'EUR,

— augmentation nominale de 8,9 millions d'EUR [1],

— augmentation de 2,1 millions d'EUR liée à la préparation de l'adhésion de la Croatie,

— réduction du budget en termes réels de 1,6 million d'EUR.

Douze postes ont été ajoutés au tableau des effectifs 2011 pour le Conseil européen et le Conseil. Onze postes ont été ajoutés au cabinet du président. En outre, la Commission a rétrocédé un poste au Conseil européen/au Conseil après la décision de l'OIB de ne plus se charger de la gestion de la crèche du Conseil.

Une vue d'ensemble de l'établissement du budget 2011 par catégorie est présentée dans le tableau 1. Hors incidence du transfert de ressources au SEAE et des crédits supplémentaires liés à la préparation de l'adhésion de la Croatie, l'augmentation nominale du budget pour le Conseil européen et le Conseil a été de 1,1 % entre 2010 et 2011. Étant donné l'inflation estimée pour 2011, le budget pour le Conseil européen et le Conseil a en fait enregistré, en termes réels, une baisse de 0,6 %.

[1] Inflation 2010-2011: 1,7 %, adaptation des rémunérations et enveloppes pour les frais d'interprétation: 0,9 %.

Tableau 1

Budget 2011 du Conseil européen et du Conseil comparé au budget 2010 (par catégorie)

(en EUR)

Catégorie	Budget 2010	Budget 2011 avant virements au SEAE/ préparation élarg. (Cro)	Virements au SEAE	Préparation de l'élargissement (Cro)	Budget 2011 après virements au SEAE/ préparation élarg. (Cro)	Différence en % (hors SEAE/ élarg. Cro)	Différence en % (y inclus SEAE/ élarg. Cro)
	1	2	3	4	5 = 2 + 3 + 4	6 = 2/1	7 = 5/1
Tableau des effectifs	323 970 000	331 107 326	– 42 805 000	0	288 302 326	2,2	– 11,0
Autres dépenses de personnel	23 512 000	26 293 301	– 3 107 000	1 400 000	24 586 301	11,8	4,6
Immeubles	39 917 000	42 365 000	– 4 110 000	0	38 255 000	6,1	– 4,2
Informatique	35 517 000	36 675 000	– 893 000	0	35 782 000	3,3	0,7
Frais d'interprétation	92 740 000	94 722 973	0	0	94 722 973	2,1	2,1
Frais de voyage des délégations	36 792 000	33 675 000	0	0	33 675 000	– 8,5	– 8,5
Journal officiel	5 115 000	4 618 000	0	575 000	5 193 000	– 9,7	1,5
Titre III	35 939 000	30 313 000	– 27 777 000	0	2 536 000	– 15,7	– 92,9
Groupe de réflexion	533 000	—	0	0	—	– 100,0	– 100,0
Divers	18 517 000	20 051 000	– 958 000	117 000	19 210 000	8,3	3,7
Réserve	6 000 000	6 000 000	0	0	6 000 000	0,0	0,0
Total (hors acquisitions)	**618 552 000**	**625 820 600**	**– 79 650 000**		**548 262 600**	**1,2**	**– 11,4**
Acquisition de biens immobiliers	15 000 000	15 000 000	0	0	15 000 000	—	0,0
Total général	**633 552 000**	**640 820 600**	**– 79 650 000**	**2 092 000**	**563 262 600**	**1,1**	**– 11,1**

3.2.3. *Budget 2011 et rubrique 5 des perspectives financières*

Le tableau 2 présente un aperçu de l'évolution de l'ancien budget du Conseil/actuel budget du Conseil européen et du Conseil pour la période 2006-2011. En 2006, le budget du Conseil a suivi l'évolution de la rubrique 5 des perspectives financières.

Tableau 2

Évolution de la section II du budget de l'UE (Conseil européen et Conseil) dans la rubrique 5 des perspectives financières 2006-2011

	2006		2007		2008		2009 (*)		2010		2011	
	Mio EUR	variation	Mio EUR	variation	Mio EUR	variation	Mio EUR	variation	Mio EUR	variation	Mio EUR	variation
Rubrique 5	6 708	5,5 %	7 115	6,1 %	7 457	4,8 %	7 603	2,0 %	7 962	4,7 %	8 226	3,3 %
Budget du Conseil européen et du Conseil	592	5,2 %	594	0,3 %	595	0,2 %	603	1,3 %	634	5,1 %	563	– 11,2 %
Quote-part dans la rubrique 5	**8,8 %**	**– 1,1 %**	**8,3 %**	**– 5,7 %**	**8,0 %**	**– 3,6 %**	**7,9 %**	**– 1,3 %**	**8,0 %**	**1,3 %**	**6,8 %**	**– 15,0 %**

(*) Après la réduction de 40 millions d'EUR pour le plan de relance pour l'économie européenne en décembre 2009, le budget final s'élevait à 563 millions d'EUR.

La gestion budgétaire prudente a permis de réduire progressivement la quote-part du Conseil en 2007, 2008, 2009 et 2010, les montants supplémentaires liés à l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne ayant pu être inscrits au budget sans augmenter la quote-part de la section II du budget de l'UE. En 2011, la réduction de la quote-part résulte principalement du transfert de ressources au SEAE.

4. APERÇU GLOBAL DE L'EXÉCUTION DU BUDGET EN 2011

4.1. Activités et objectifs en 2011

4.1.1. *Activités du Conseil européen et du Conseil en 2011*

Dans le cadre du rapport d'activité en matière financière, le SGC fournit des informations sur ses activités de base qui décrivent le fonctionnement du Conseil et du Conseil européen au cours de l'exercice.

Le tableau 3 donne un aperçu de l'évolution du nombre de réunions organisées par le SGC pour le Conseil européen et le Conseil dans la période 2003-2011. En sus de 4 599 réunions «institutionnelles», le SGC a également organisé 2 075 réunions internes, sessions de formation, séminaires, réunions d'information, ainsi que des réunions d'information et des réunions avec les pays tiers.

Tableau 3

Évolution du nombre de réunions dans la période 2003-2011

Réunions institutionnelles	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Sommets (*)	6	5	3	3	3	5	7	7	9
Sessions du Conseil	77	76	80	76	68	81	74	78	82
Réunions du Coreper	134	128	123	120	106	144	130	122	135
Réunions des groupes	4 333	3 971	3 918	4 037	4 183	4 480	4 272	4 127	4 373
Total	**4 550**	**4 180**	**4 124**	**4 236**	**4 360**	**4 710**	**4 483**	**4 334**	**4 599**
Autres réunions	2 209	2 392	2 791	2 713	1 735	2 051	2 021	1 996	2 075
Total général	**6 759**	**6 572**	**6 915**	**6 949**	**6 095**	**6 761**	**6 504**	**6 330**	**6 674**

(*) 7 réunions du Conseil européen et 2 sommets réunissant les chefs d'État ou de gouvernement de la zone euro en 2011.

Le nombre d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO) est un autre indicateur quantitatif des activités (tableau 4). En 2011, 986 actes législatifs ont été publiés au JO. Il convient de noter que le volume des actes législatifs est fonction du processus législatif qui doit être mené à bien avant que les actes puissent être élaborés sous leur forme définitive en vue de leur publication au JO.

Tableau 4

Évolution du nombre d'actes législatifs dans la période 2003-2011

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Actes législatifs publiés au JO	1 045	1 118	1 056	1 317	1 000	1 274	829	825	986

4.1.2. *Réalisation des objectifs administratifs fixés en 2011*

La réalisation des objectifs fixés pour l'exercice 2011 peut se résumer comme suit:

— *Appui au président du Conseil européen et au président du Conseil*

En 2011, onze fonctionnaires supplémentaires ont été affectés au cabinet du président afin d'apporter un soutien accru au président du Conseil européen.

— *Consolidation de l'organisation*

411 postes ont été supprimés du tableau des effectifs du Conseil européen et du Conseil à la suite du transfert de ressources au SEAE. Au cours de l'année, le SGC a recruté 179 fonctionnaires (150 fonctionnaires permanents et 29 agents temporaires), alors que 132 fonctionnaires et 29 agents temporaires ont quitté le Conseil. En conséquence, le tableau des effectifs du Conseil européen et du Conseil a augmenté de 18 postes.

— *Modernisation administrative*

Afin de pallier le manque de personnel à court terme (maladies de longue durée, congés de maternité, etc.), le SGC a fortement augmenté la dotation pour l'embauche compensatoire. Cette dotation a permis au SGC de recruter 55 agents contractuels en 2011.

Afin de trouver les synergies et de réaliser les gains d'efficacité nécessaires entre les institutions, le SGC et l'Office de gestion et de liquidation des droits individuels (PMO) de la Commission sont convenus de transférer à ce dernier l'antenne de la caisse de maladie du SGC à compter du 1er août 2011. En conséquence, neuf postes ont pu être supprimés du tableau des effectifs du Conseil européen et du Conseil et remplacés par des agents contractuels au PMO. La modification des ressources a été intégrée dans le budget 2012.

— *Adaptation aux conséquences de la création du Service européen pour l'action extérieure (SEAE)*

La création du SEAE a nécessité le transfert au SEAE de 411 postes du tableau des effectifs et de 79,7 millions d'EUR du budget du Conseil européen et du Conseil.

En outre, le SGC s'est attaché à ce que le lancement du SEAE soit un succès. Il a principalement apporté son soutien dans le cadre d'accords de niveau de service.

Ces accords ont été de deux types. Des accords de niveau de service temporaires ont permis de fournir les services que le SEAE n'était pas en mesure d'assurer en 2011 (soutien informatique spécifique, sécurité, services de conférence/activités protocolaires, service médical, crèche et gestion de certains contrats liés aux bâtiments transférés au SEAE). Le SEAE a viré les ressources nécessaires au SGC (pour un montant total de 18,6 millions d'EUR), à la suite de quoi le SGC a été en mesure de poursuivre les activités prévues.

Des accords de niveau de service structurels ont été conclus pour fournir les services que le SEAE n'envisage pas d'assurer lui-même, comme la traduction des documents. Ce service a été assuré à titre gracieux pour autant que le volume des documents concernés restait en dessous du niveau convenu.

— *Politique immobilière*

Le projet visant à rénover le Résidence Palace pour en faire le siège du Conseil européen et du Conseil des ministres (bâtiment Europa) a atteint le point où les travaux de consolidation sont terminés. La phase de construction proprement dite a démarré en septembre 2011.

4.2. **Recettes**

Le tableau 5 présente un aperçu du résultat global des opérations de recettes effectuées en 2011. Le volume total des opérations de recettes en termes de droits établis, c'est-à-dire les ordres de recouvrement émis, se sont élevés à un montant supérieur de 28 millions d'EUR par rapport à 2010, dont 26,3 millions constituent des recettes provenant du fonctionnement administratif de l'institution, notamment un virement de 18,6 millions d'EUR du SEAE au Conseil. Ce montant a servi à financer les services fournis par le SGC au SEAE en 2011.

Le reste de l'augmentation, soit 1,7 million d'EUR, s'explique par une hausse du montant perçu au titre de divers prélèvements, taxes et redevances communautaires.

Tableau 5

Aperçu des recettes en 2011 (par titre)

(en EUR)

Titre	Droits établis	Recettes recouvrées	À recouvrir
4 Taxes, prélèvements et redevances communautaires divers	64 420 112	62 442 076	1 978 036
5 Recettes provenant du fonctionnement administratif de l'institution, etc.	63 046 909	54 213 552	8 833 357
6 Contributions et remboursements en vertu d'accords communautaires, etc.	1 116 411	1 107 086	9 324
9 Recettes diverses	2 767	800	1 966
Total	**128 586 198**	**117 763 515**	**10 822 683**

Les droits établis (reportés de l'exercice 2010 ou créés en 2011), se sont élevés à 128,6 millions d'EUR. Sur ce montant, 117,8 millions (91 %) ont été recouvrés au cours de l'exercice, tandis que 10,8 millions (9 %) devront l'être en 2012.

4.2.1. *Recettes perçues en 2011*

L'état prévisionnel initial des recettes pour 2011 s'élevait à 49 millions d'EUR (tableau 6). Au cours de l'exercice, un montant de 121 millions d'EUR a été enregistré en tant que droits établis, dont 111,1 millions ont été recouvrés. Un montant de 9,9 millions d'EUR sera perçu en 2012.

Tableau 6

Recettes perçues en 2011 (par article)

(en EUR)

Article	État prévisionnel initial des recettes	Droits établis	Recettes recouvrées	À recouvrir
4 0 0 Produit de l'impôt sur les traitements, etc.	22 212 000	20 760 594	20 760 594	
4 0 4 Produit du prélèvement spécial sur les salaires	2 258 000	3 604 895	3 604 895	
4 1 0 Contributions du personnel au régime de pension	24 527 000	25 773 464	25 773 464	
4 1 1 Transferts ou rachats de droits à pension par le personnel		12 217 591	10 488 652	1 728 939
5 0 0 Produit de la vente de biens meubles		55 494		55 494
5 1 1 Produit de locations et de sous-locations de biens immeubles		454 729	403 754	50 975
5 2 0 Revenus des fonds placés, intérêts bancaires et autres		207 716	207 716	
5 5 0 Recettes provenant du produit de prestations de services et de travaux, etc.		308 744	179 229	129 515
5 5 0 Recettes du SEAE provenant du produit de prestations de services et de travaux, etc.		18 620 445	18 617 656	2 789
5 5 1 Recettes provenant des tiers pour des prestations de services ou des travaux, etc.		15 428	13 442	1 986
5 7 0 Recettes provenant de la restitution de sommes, etc.		34 830 616	27 253 577	7 577 039
5 7 1 Recettes correspondant à une destination déterminée, etc.		541	541	

(en EUR)

Article	État prévisionnel initial des recettes	Droits établis	Recettes recouvrées	À recouvrir
5 7 3 Autres contributions et restitutions liées au fonctionnement administratif		2 720 887	2 649 691	71 196
5 8 0 Indemnisations diverses		304 495	19 295	285 200
6 3 1 Contributions dans le cadre de l'acquis de Schengen		1 116 411	1 107 086	9 324
9 0 0 Recettes diverses		1 334	800	534
Total	**48 997 000**	**120 993 384**	**111 080 394**	**9 912 990**

Le solde positif entre l'état prévisionnel initial et les droits établis (72 millions d'EUR) provient essentiellement:

— de la restitution d'une partie des enveloppes allouées aux États membres lors d'exercices précédents pour financer les frais de voyage des délégués, compte tenu de la déclaration qu'ils ont présentée pour l'exercice 2010 (environ 29,3 millions d'EUR) (article 5 7 0),

— du virement effectué par le SEAE au SGC correspondant au paiement anticipé des services fournis par le SGC au SEAE (18,6 millions d'EUR) (article 5 5 0),

— du transfert des droits à pension de 236 membres du personnel (12,2 millions d'EUR) (article 4 1 1),

— de la restitution par les États membres des sommes payées pour financer les demandes d'interprétation supplémentaires dans certaines langues (3,9 millions d'EUR) (article 5 7 0),

— de la participation des autres institutions au financement de la crèche du Conseil et des sommes payées à cet effet par les fonctionnaires du Conseil (1,9 million d'EUR) (article 5 7 3),

— des contributions du personnel au régime de pension (1,5 million d'EUR) (article 4 1 1),

— des contributions de la Cour de justice et de la Cour des comptes au financement du système financier commun avec le Conseil (1,1 million d'EUR) (article 5 7 0),

— des contributions aux frais administratifs exposés dans le cadre de l'acquis de Schengen avec l'Islande et la Norvège (1,1 million d'EUR) (article 6 3 1).

4.2.2. *Recettes perçues avant 2011*

Un montant de 7,6 millions d'EUR d'ordres de recouvrement en suspens a été reporté de 2010 vers 2011 aux fins de recouvrement. Le montant reporté est supérieur de 14 % à celui qui avait été reporté lors de l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement due au nombre croissant de transferts de droits à pension vers le régime de pension de l'UE.

Comme indiqué dans le tableau 7, 6,7 millions d'EUR (88 % du montant en suspens) ont été recouvrés en 2011 et 0,9 million d'EUR ont été reportés à l'exercice 2012.

Tableau 7

Recettes perçues avant 2011 (par article)

(en EUR)

Article	Droits établis avant 2011	Recettes recouvrées	À recouvrir
4 1 0 Contributions du personnel au régime de pensions	2 291		2 291
4 1 1 Transferts ou rachats de droits à pension par le personnel	2 061 277	1 814 472	246 805
5 1 1 Produit de locations et de sous-locations de biens immeubles	248 646	248 646	

(en EUR)

Article	Droits établis avant 2011	Recettes recouvrées	À recouvrir
5 2 0 Revenus des fonds placés, intérêts bancaires et autres	161		161
5 5 0 Recettes provenant du produit de prestations de services et de travaux, etc.	19 948	9 948	10 000
5 5 1 Recettes provenant des tiers pour des prestations de services ou des travaux, etc.	7 304	4 243	3 061
5 7 0 Recettes provenant de la restitution de sommes, etc.	4 901 568	4 334 822	566 746
5 7 3 Autres contributions et restitutions liées au fonctionnement administratif	349 796	270 990	78 806
5 8 0 Indemnisations diverses	390		390
9 0 0 Recettes diverses	1 433		1 433
Total	**7 592 814**	**6 683 121**	**909 693**

Le recouvrement des recettes perçues avant 2011 provient essentiellement des sources suivantes:

— 1,8 million d'EUR liés au transfert de droits à pension (article 4 1 1),

— 4,1 millions d'EUR provenant de la sous-utilisation des enveloppes prévues pour couvrir les frais de voyage des États membres en 2009 (article 5 7 0).

4.3. **Dépenses de l'exercice 2011**

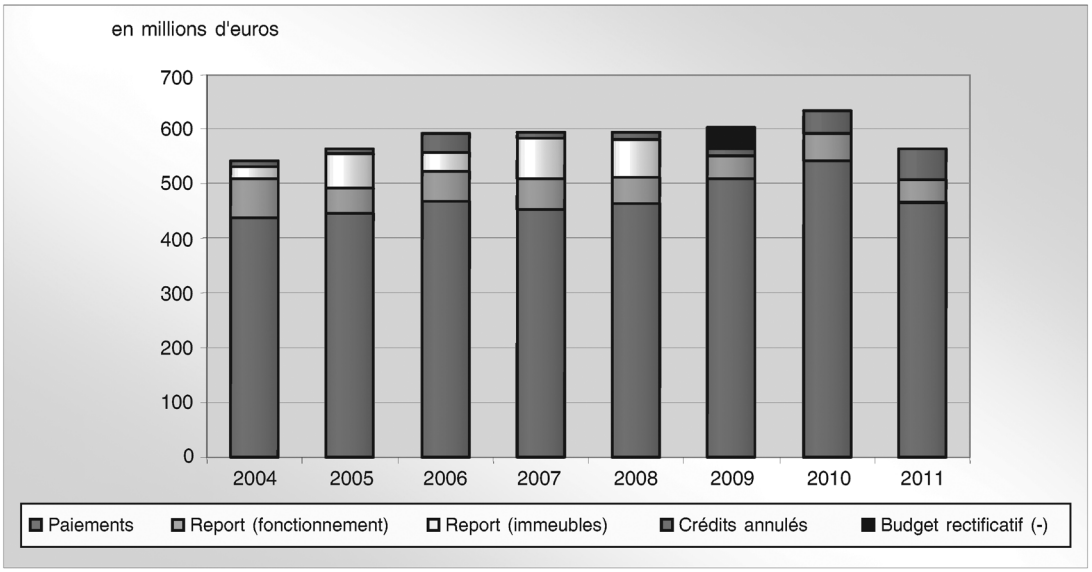
4.3.1. *Aperçu de l'exécution du budget au cours de la période 2004-2011*

Au cours des huit années écoulées, le taux global d'exécution du budget du Conseil/du Conseil européen et du Conseil s'est situé aux alentours de 96 % (voir le graphique 1). En 2009, le budget du Conseil a été réduit de 40 millions d'EUR dans le cadre du budget rectificatif n° 10/2009. Ce montant a été transféré comme contribution du Conseil au plan de relance pour l'économie européenne.

Comme l'indique le graphique 1, les sommes payées au cours de l'exercice ont évolué à la hausse ces dernières années, tandis que le montant total reporté à l'exercice suivant a diminué. La diminution du budget en 2011 résulte du transfert de ressources du Conseil au SEAE.

Graphique 1

Exécution globale du budget au cours de la période 2004-2011



Les crédits reportés se répartissent en deux catégories principales: les crédits de fonctionnement et les crédits concernant les immeubles. Les premiers portent sur des obligations dûment contractées avant la fin de l'exercice budgétaire mais pour lesquelles les biens n'ont pas encore été livrés et/ou la facturation n'est pas intervenue avant la fin de l'exercice.

La deuxième catégorie concerne l'acquisition par le SGC d'immeubles, tels que le LEX, la crèche et le bâtiment Europa. Au cours des dernières années, le SGC a pu utiliser les économies réalisées dans le cadre de son exécution budgétaire pour financer ces acquisitions, ce qui a permis de réduire sensiblement le coût global de ces projets immobiliers, notamment en termes de paiement d'intérêts.

En 2011, deux paiements ont été effectués pour l'acquisition du bâtiment Europa: un premier paiement de 15 millions d'EUR en février et un second de 10 millions d'EUR en décembre.

4.3.2. *Exécution des crédits par catégorie en 2011*

L'analyse des dépenses effectuées en 2011 est présentée sous forme agrégée pour les onze catégories de dépenses les plus importantes.

Le tableau 8 compare le budget final après virements (colonne 2) avec le résultat du budget en termes d'engagements (colonne 3). La différence entre le budget final et les crédits engagés correspond aux montants non utilisés au cours de l'exercice 2011.

Tableau 8

Aperçu de l'exécution du budget 2011 (par catégorie)

(en EUR)

Catégorie	Budget 2011 (initial)	Budget 2011 (*) (final)	Engagements	Taux d'exécution	Crédits annulés
	1	2	3	4 = 3/2	5 = 2 – 3
Tableau des effectifs	288 302 326	288 302 326	279 213 034	96,8 %	9 089 292
Autres dépenses de personnel	24 586 301	24 961 301	20 292 631	81,3 %	4 668 670
Immeubles	38 255 000	35 755 000	33 538 759	93,8 %	2 216 241
Informatique	35 782 000	35 782 000	35 716 743	99,8 %	65 257
Frais d'interprétation	94 722 973	77 838 967	71 789 816	92,2 %	6 049 151
Frais de voyage des délégations	33 675 000	42 352 006	21 482 591	50,7 %	20 869 415
Journal officiel	5 193 000	5 193 000	4 618 000	88,9 %	575 000
Titre III	2 536 000	2 536 000	2 481 969	97,9 %	54 031
Divers	19 210 000	19 542 000	12 708 459	65,0 %	6 833 541
Réserve	6 000 000	6 000 000			6 000 000
Total (hors acquisitions)	**548 262 600**	**538 262 600**	**481 842 003**	**89,5 %**	**56 420 597**
Acquisition de biens immobiliers	15 000 000	25 000 000	25 000 000	**100,0 %**	
Total général	**563 262 600**	**563 262 600**	**506 842 003**	**90,0 %**	**56 420 597**

(*) Y compris les réaffectations internes de crédits.

Le taux d'exécution globale du budget 2011, qui inclut le paiement des avances pour le bâtiment Europa, est de 90 %.

La différence entre les prévisions budgétaires initiales et l'exécution du budget peut s'expliquer par les raisons suivantes:

— du fait du faible [en moyenne 92 % [1]] taux d'occupation des postes inscrits au tableau des effectifs, un montant de 7,3 millions d'EUR n'a pas été dépensé.

— Le montant inscrit au budget pour l'adaptation des rémunérations en 2011 était basé sur une estimation de 1,3 %, soit 1,8 million d'EUR. Ce montant n'a pas été utilisé car le Conseil a décidé, le 19 décembre 2011, de ne pas adopter la proposition de la Commission relative à un règlement du Conseil adaptant, avec effet au 1er juillet 2011, les rémunérations et les pensions des fonctionnaires et autres agents de l'Union européenne.

— Dans la catégorie des autres dépenses de personnel, 2,5 des 4,7 millions d'EUR économisés au total sont liés à des dépenses moins importantes que prévu en ce qui concerne les agents contractuels, les experts nationaux détachés et d'autres prestations externes. Sur le montant global, 1 million d'EUR correspond aux crédits supplémentaires destinés à la préparation de l'adhésion de la Croatie. L'adhésion ayant été reportée à une date ultérieure en 2013, le SGC n'a utilisé que 350 000 EUR du complément initial, d'un montant de 1 350 000 EUR, prévu à cette fin en 2011.

  Les autres économies réalisées concernent les frais de mission (1,9 million d'EUR) et des besoins moins importants que prévu en matière de services sociaux et médicaux (0,1 million d'EUR).

— L'exécution globale des dépenses liées aux immeubles (au titre II, hors bâtiment Europa) s'est traduite par une économie de 2,2 millions d'EUR, dont 1,2 million résulte d'un report de certains travaux d'aménagement et d'installation à 2012. Des besoins en matière de travaux de réparation moins importants et des frais de surveillance et de prévention moins élevés que prévu ont permis respectivement une économie de 0,4 million et de 0,3 million d'EUR.

— La sous-utilisation d'un montant de 22,9 millions d'EUR dans le domaine de l'interprétation est due:

  — à la sous-utilisation des enveloppes allouées à chaque langue pour l'interprétation «à la demande», représentant un montant total de 18,4 millions d'EUR,

  — à une économie de 4,5 millions d'EUR en ce qui concerne l'interprétation ordinaire.

— Le montant disponible pour couvrir les frais de voyage des délégations s'élevait, après virements, à 45,8 millions d'EUR. Le budget initial s'élevait à 33,7 millions d'EUR dont 12,1 millions en virements provenant des économies réalisées sur les dépenses d'interprétation à la demande [2]. Au cours de l'année, 3,4 millions d'EUR ont été virés pour financer les demandes d'interprétation supplémentaires dans certaines langues. Étant donné que les États membres ont dû rembourser les montants non utilisés au cours des exercices précédents, seul un montant de 21,5 millions d'EUR, sur un budget final de 42,4 millions, a été engagé pour les paiements ultérieurs au titre du budget 2011.

— Le taux d'exécution des crédits pour le Journal officiel a été de 100 %. Le montant de 575 000 EUR annulé qui figure dans le tableau 8 correspond aux crédits supplémentaires pour la traduction de l'acquis communautaire en langue croate. La date d'adhésion prévue ayant été reportée, il n'a pas été nécessaire de démarrer ces travaux de traduction. Le montant supplémentaire n'a donc pas été utilisé.

— Concernant la catégorie «Divers», le taux d'exécution relativement bas s'explique par les facteurs suivants:

  — des besoins financiers moins importants que prévu pour l'organisation de réunions, y compris en ce qui concerne les frais de protocole, de conférences et de restauration (2,7 millions d'EUR),

[1] En 2010, le taux moyen d'occupation était également de 92 %. Une réduction uniforme de 7 % a été appliquée aux crédits concernés pour les deux années considérées.

[2] Conformément à la décision 111/07, le SGC procède au virement de 66 % des montants inutilisés en faveur des enveloppes prévues pour couvrir les frais de voyage des délégués, qui doivent être utilisés au cours du même exercice. En 2011, ces montants s'élevaient à 12,1 millions d'EUR.

— le report de certaines installations techniques, telles que des équipements multimédia dans les salles de conférence (2,1 millions d'EUR),

— des besoins moins importants que prévu en mobilier et matériel de bureau (respectivement 0,5 et 0,4 million d'EUR),

— des besoins moins importants que prévu en matière de communications et de transport (0,3 million d'EUR pour l'un comme pour l'autre).

— La sous-utilisation globale du budget a permis de réaffecter 10 millions d'EUR pour le paiement des avances concernant le bâtiment Europa, en plus des 15 millions d'EUR inscrits dans le budget.

4.3.3. *Modification du budget en 2011*

Au cours de l'exercice 2011, les crédits ont été réaffectés au moyen de différents virements. Le tableau 9 présente les décisions qui ont modifié les crédits inscrits au budget au cours de la période 2008-2011.

Tableau 9

Modifications du budget au cours de la période 2008-2011

Modification		Nombre			
Type	Base légale	2008	2009	2010	2011
Budget rectificatif	*Article 29 du RF*	0	1	0	0
Virement B	*Article 22 du RF*	72	46	47	23
Virement C	*Article 22 du RF*	3	2	2	2
Virement D	*Article 24 du RF*	1	0	0	0
	Total	**76**	**49**	**49**	**25**

Les virements C, pour lesquels il y a lieu d'informer l'autorité budgétaire (conformément à l'article 22 du règlement financier), ont été effectués dans le but de renforcer ce qui suit:

— virement C1 en date du 20 juillet 2011:

— production de matériel audiovisuel sur les réunions du Conseil européen et les sessions du Conseil (250 000 EUR),

— dépenses liées à l'aide aux personnes handicapées (125 000 EUR),

— virement C2 en date du 18 novembre 2011:

— paiement d'avances pour le bâtiment Europa (7,5 millions d'EUR).

Au cours de 2011, des modifications ont été effectuées à l'intérieur du budget du Conseil européen et du Conseil au moyen de 23 virements B sur la base de l'article 22, paragraphe 4, du règlement financier. Même si une notification préalable à l'autorité budgétaire n'est pas requise pour ces virements, ils doivent être dûment motivés, tant en ce qui concerne les lignes vers lesquelles les crédits doivent être virés que celles dont ils sont retirés.

Le tableau 10 donne un aperçu des lignes budgétaires qui ont été modifiées de façon significative [1] en 2011 au moyen de divers virements.

[1] Montant net > 250 000 EUR.

Tableau 10

Lignes budgétaires ayant fait l'objet de virements significatifs en 2011

(en EUR)

Poste/ Article	Rubrique	Type de virement	Budget initial 2011	Virements	Crédits finaux	Différence
2002	Acquisition de biens immobiliers	B, C	15 000 000	10 000 000	25 000 000	67 %
2003	Aménagement des locaux	B	4 860 000	– 2 160 000	2 700 000	– 44 %
2004	Travaux de sécurisation	B	1 260 000	– 375 000	885 000	– 30 %
2100	Acquisition d'équipements et de logiciels	B	7 969 000	3 214 400	11 183 400	40 %
2101	Prestations externes pour systèmes informatiques	B	19 038 000	– 1 740 200	17 297 800	– 9 %
2102	Entretien et maintenance des équipements et des logiciels	B	4 551 000	– 938 200	3 612 800	– 21 %
2103	Télécommunications	B	4 224 000	– 536 000	3 688 000	– 13 %
2200	Frais de voyage des délégations	B	33 675 000	8 677 006	42 352 006	26 %
2201	Frais de voyage divers	B	184 000	332 000	516 000	180 %
2202	Frais d'interprétation	B, C	94 722 973	– 16 884 006	77 838 967	– 18 %

4.4. **Crédits reportés**

4.4.1. *Exécution des crédits reportés de l'exercice 2010*

Comme l'indique le tableau 11, un montant de 49,8 millions d'EUR a été reporté de 2010 à 2011. Comparativement à 2010, les montants reportés ont augmenté de 8,7 millions d'EUR.

Tableau 11

Exécution des crédits reportés de l'exercice 2010 (par catégorie)

(en EUR)

Catégorie	Crédits reportés de 2010	Paiements 2011	Taux d'exécution	Crédits annulés
	1	2	3 = 2/1	4 = 1 – 2
Tableau des effectifs	458 005	385 018	84,1 %	72 987
Autres dépenses de personnel	3 750 088	1 826 217	48,7 %	1 923 871
Immeubles	10 083 292	7 854 565	77,9 %	2 228 728
Informatique	13 650 299	12 335 572	90,4 %	1 314 727
Frais d'interprétation	6 082 706	5 365 682	88,2 %	717 024
Frais de voyage des délégations	—	—		—
Journal officiel	2 411 962	929 792	38,5 %	1 482 170
Titre III	8 449 665	7 471 502	88,4 %	978 163
Groupe de réflexion	68 310	—	0,0 %	68 310

(en EUR)

Catégorie	Crédits reportés de 2010	Paiements 2011	Taux d'exécution	Crédits annulés
	1	2	3 = 2/1	4 = 1 – 2
Divers	4 807 312	4 000 012	83,2 %	807 300
Réserve	—	—		—
Total (hors acquisitions)	**49 761 639**	**40 168 360**	**80,7 %**	**9 593 279**
Acquisition de biens immobiliers	—	—		—
Total général	**49 761 639**	**40 168 360**	**80,7 %**	**9 593 279**

Le taux d'exécution des crédits reportés de l'exercice 2010 s'est élevé à 80,7 %.

Les principales raisons qui expliquent le faible niveau de ce taux d'exécution sont les suivantes:

— livraisons ou prestations incomplètes ou inexistantes de travaux/biens/services commandés par le SGC au cours de l'exercice,

— non-réception de factures correspondant à des travaux effectués, à des services prestés ou à des biens livrés. Il convient de noter que les montants correspondants font forcément peser une charge budgétaire sur les exercices suivants.

4.4.2. *Crédits reportés de l'exercice 2011 à l'exercice 2012*

Les crédits reportés de l'exercice 2011 à l'exercice 2012 se sont élevés à un montant total de 41,5 millions d'EUR, soit 8,3 millions de moins que l'année précédente (cf. tableau 12).

Tableau 12

Exécution des crédits reportés de l'exercice 2011 à l'exercice 2012 (par catégorie)

(en EUR)

Catégorie	Budget 2011 (initial)	Budget 2011 (*) (final)	Engagements	Crédits reportés à 2012	Taux de report
	1	2	3	4	5 = 4/3
Tableau des effectifs	288 302 326	288 302 326	279 213 034	318 160	0,1 %
Autres dépenses de personnel	24 586 301	24 961 301	20 292 631	3 233 722	15,9 %
Immeubles	38 255 000	35 755 000	33 538 759	8 092 005	24,1 %
Informatique	35 782 000	35 782 000	35 716 743	17 043 463	47,7 %
Frais d'interprétation	94 722 973	77 838 967	71 789 816	5 599 875	7,8 %
Frais de voyage des délégations	33 675 000	42 352 006	21 482 591	—	0,0 %
Journal officiel	5 193 000	5 193 000	4 618 000	2 348 791	50,9 %
Titre III	2 536 000	2 536 000	2 481 969	19 079	0,8 %
Divers	19 210 000	19 542 000	12 708 459	4 839 960	38,1 %
Réserve	6 000 000	6 000 000	—	—	
Total (hors acquisitions)	**548 262 600**	**538 262 600**	**481 842 003**	**41 495 055**	**8,6 %**
Acquisition de biens immobiliers	15 000 000	25 000 000	25 000 000	—	
Total général	**563 262 600**	**563 262 600**	**506 842 003**	**41 495 055**	**8,2 %**

(*) Y compris les réaffectations internes de crédits.

Les montants reportés de 2011 à 2012 proviennent essentiellement des catégories suivantes:

— informatique, pour un montant de 17 millions d'EUR, dont 8 millions liés à l'assistance externe, 6,8 millions liés aux équipements et aux logiciels et 1,4 million lié aux télécommunications,

— immeubles, pour un montant de 8,1 millions d'EUR, dont 3,9 millions pour le nettoyage et l'entretien, 1,6 million pour divers travaux d'aménagement et 1,3 million pour la sécurité et la surveillance,

— frais d'interprétation (5,6 millions d'EUR),

— divers, pour un montant de 4,8 millions d'EUR, notamment 1,7 million pour des installations techniques (par exemple, rénovation de salles de conférence), 1,0 million pour des dépenses d'information et de publication, 0,9 million pour des frais de réunions et de conférences et 0,4 million pour du mobilier,

— autres dépenses de personnel, pour un montant de 3,2 millions d'EUR,

— Journal officiel, pour un montant de 2,3 millions d'EUR.

4.5. **Recettes affectées**

4.5.1. *Recettes affectées perçues avant 2011*

Le montant des recettes affectées perçues avant 2011 s'est élevé à 30,8 millions d'EUR. Sur ce montant, 30,2 millions d'EUR ont été engagés tandis qu'un montant de 0,6 million d'EUR a été reporté à 2012 (voir tableau 13). Le montant disponible à la fin de l'exercice 2011 a continué de baisser et était inférieur de 66 % (1,2 million d'EUR) au montant de 2010. En dépit de l'évolution favorable dans l'utilisation des recettes affectées perçues avant 2011, il convient en principe que les crédits correspondant à celles-ci soient entièrement utilisés à la fin de l'exercice (article 10 du règlement financier).

Tableau 13

Exécution des recettes affectées perçues avant 2011 (par catégorie)

(en EUR)

Catégorie	Recettes affectées avant 2011	Engagements	Recettes affectées disponibles
	1	2	3 = 1 – 2
Tableau des effectifs	1 230 778	1 207 489	23 289
Autres dépenses de personnel	2 084 023	1 813 502	270 520
Immeubles	882 557	830 603	51 953
Informatique	1 476 245	1 425 515	50 730
Frais d'interprétation	2 227 077	2 064 013	163 064
Frais de voyage des délégations	21 201 708	21 201 708	—
Journal officiel	250 228	250 033	195
Titre III	487 378	487 100	278
Divers	911 102	881 099	30 002
Réserve	—	—	—
Total	**30 751 094**	**30 161 062**	**590 032**

Les montants disponibles à la fin de 2011 concernent essentiellement:

— les autres dépenses de personnel liées aux prestations d'appoint pour le service de traduction, pour un montant de 250 000 EUR,

— les frais d'interprétation, pour un montant de 163 000 EUR.

4.5.2. *Recettes affectées perçues en 2011*

Les recettes affectées perçues en 2011 s'élèvent au total à 55,1 millions d'EUR (cf. tableau 14), dont 18,6 millions liés à des montants virés par le SEAE au Conseil afin de couvrir les dépenses relatives à des services définis dans différents accords de niveau de service conclus entre les deux institutions et fournis par le SGC.

Les recettes affectées perçues en 2011 en lien avec des activités du SGC se sont élevées à 36,5 millions d'EUR. Sur ce montant, 1 million d'EUR a été utilisé au cours de l'exercice, tandis qu'un montant de 35,4 millions d'EUR a été reporté à 2012 conformément à l'article 10 du règlement financier.

Tableau 14

Exécution des recettes affectées perçues avant 2011 (par catégorie)

(en EUR)

Catégorie	Recettes disponibles 2011	Engagements	Recettes affectées disponibles
	1	2	3 = 1 – 2
Tableau des effectifs	1 332 031	709	1 331 322
Autres dépenses de personnel	2 078 505	10 015	2 068 491
Immeubles	877 577	303 067	574 510
Informatique	1 327 928	151 087	1 176 841
Frais d'interprétation	3 685 253	—	3 685 253
Frais de voyage des délégations	26 215 122	—	26 215 122
Journal officiel	194 701	193 788	913
Titre III	—	—	—
Divers	753 946	390 023	363 923
Réserve	—	—	—
Total Conseil européen/Conseil	**36 465 063**	**1 048 689**	**35 416 374**
Accords de niveau de service avec le SEAE	18 613 361	17 252 415	1 360 946
Total général	**55 078 424**	**18 301 104**	**36 777 320**

Les recettes affectées concernent principalement (72 %) les dépenses de voyage des délégations (26,6 millions d'EUR). Le montant de 3,7 millions d'EUR pour l'interprétation concerne des paiements complémentaires pour certaines langues.

Le solde est principalement lié aux remboursements effectués par d'autres institutions en rapport avec divers systèmes et activités tels que la participation au système financier commun avec le Conseil, les contributions pour l'occupation de places dans la crèche du Conseil et d'autres contributions et restitutions liées aux opérations administratives du Conseil.

ANNEXE

CONSEIL

UTILISATION DES CRÉDITS DE L'EXERCICE 2011

Ligne budgétaire		Crédits initiaux 2011	Virements/ modifications 2011	Crédits finaux 2011	Engagements 2011	Paiements 2011	Report de droit à 2012	Report par décision à 2012	Crédits annulés
		1	2	3	4	5	6	7	8 = 3 – 5 – 6 – 7
1 0 0 0	Traitement de base	313 000,00	1 000,00–	312 000,00	304 449,91	304 449,91			7 550,09
1 0 0 1	Droits liés à la fonction	65 000,00		65 000,00	62 672,70	62 672,70			2 327,30
1 0 0 2	Droits liés à la situation personnelle de l'agent	20 000,00		20 000,00	8 134,80	8 134,80			11 865,20
1 0 0 3	Coefficients correcteurs	13 000,00	1 000,00	14 000,00	12 503,52	12 503,52			1 496,48
1 0 0 4	Autres dépenses de gestion	900 000,00		900 000,00	247 350,15	117 046,24	130 303,91		652 649,85
1 0 0	**Rémunérations et autres droits**	**1 311 000,00**		**1 311 000,00**	**635 111,08**	**504 807,17**	**130 303,91**		**675 888,92**
1 0 2 0	Crédits provisionnels destinés aux modifications éventuelles des droits	49 000,00		49 000,00					49 000,00
1 0 2	**Crédit provisionnel**	**49 000,00**		**49 000,00**					**49 000,00**
Total Chapitre 1 0 – Membres de l'institution		**1 360 000,00**		**1 360 000,00**	**635 111,08**	**504 807,17**	**130 303,91**		**724 888,92**
1 1 0 0	Traitements de base	211 541 157,00		211 541 157,00	209 291 312,69	209 291 312,69			2 249 844,31
1 1 0 1	Droits statutaires liés à la fonction	3 916 421,00		3 916 421,00	2 172 484,24	2 172 484,24			1 743 936,76
1 1 0 2	Droits statutaires liés à la situation personnelle de l'agent	56 282 980,00		56 282 980,00	54 779 309,77	54 779 309,77			1 503 670,23
1 1 0 3	Couverture sociale	9 310 302,00		9 310 302,00	9 065 121,11	9 065 121,11			245 180,89
1 1 0 4	Coefficients correcteurs	213 834,00		213 834,00	46 804,10	46 804,10			167 029,90
1 1 0 5	Heures supplémentaires	2 129 586,00		2 129 586,00	1 656 666,25	1 656 666,25			472 919,75
1 1 0 6	Droits statutaires liés à la prise de fonctions, mutation, cessation de fonctions	3 057 336,00		3 057 336,00	2 201 336,00	1 883 175,51	318 160,49		856 000,00

Ligne budgétaire		Crédits initiaux 2011	Virements/ modifications 2011	Crédits finaux 2011	Engagements 2011	Paiements 2011	Report de droit à 2012	Report par décision à 2012	Crédits annulés
		1	2	3	4	5	6	7	8 = 3 – 5 – 6 – 7
1 1 0	**Rémunérations et autres droits**	**286 451 616,00**		**286 451 616,00**	**279 213 034,16**	**278 894 873,67**	**318 160,49**		**7 238 581,84**
1 1 1 0	Indemnités en cas de retrait d'emploi dans l'intérêt du service	320 834,00		320 834,00	307 193,92	307 193,92			13 640,08
1 1 1 1	Indemnités pour cessation définitive de fonctions	355 584,00		355 584,00	325 463,71	325 463,71			30 120,29
1 1 1 2	Droits des anciens secrétaires généraux	478 709,00		478 709,00	433 884,96	433 884,96			44 824,04
1 1 1	**Cessation de fonctions**	**1 155 127,00**		**1 155 127,00**	**1 066 542,59**	**1 066 542,59**			**88 584,41**
1 1 2 0	Crédit provisionnel (fonctionnaires et temporaires)	1 850 710,00		1 850 710,00					1 850 710,00
1 1 2 1	Crédit provisionnel (retraités et dégagés)	8 000,00		8 000,00					8 000,00
1 1 2	**Crédit provisionnel**	**1 858 710,00**		**1 858 710,00**					**1 858 710,00**
Total Chapitre 1 1 – Fonctionnaires et agents temporaires		**289 465 453,00**		**289 465 453,00**	**280 279 576,75**	**279 961 416,26**	**318 160,49**		**9 185 876,25**
1 2 0 0	Autres agents	8 098 000,00		8 098 000,00	6 649 509,75	6 424 059,91	225 449,84		1 448 490,25
1 2 0 1	Experts nationaux détachés	1 289 043,00		1 289 043,00	1 030 841,86	1 027 257,21	3 584,65		258 201,14
1 2 0 2	Stages	544 000,00		544 000,00	540 037,50	512 235,55	27 801,95		3 962,50
1 2 0 3	Prestations externes	2 068 000,00	250 000,00	2 318 000,00	2 045 824,08	1 437 876,03	607 948,05		272 175,92
1 2 0 4	Prestations d'appoint pour le service de traduction	202 000,00		202 000,00					202 000,00
1 2 0	**Autres agents et prestations externes**	**12 201 043,00**	**250 000,00**	**12 451 043,00**	**10 266 213,19**	**9 401 428,70**	**864 784,49**		**2 184 829,81**
1 2 2 0	Crédit provisionnel	133 131,00		133 131,00					133 131,00

Ligne budgétaire		Crédits initiaux 2011	Virements/ modifications 2011	Crédits finaux 2011	Engagements 2011	Paiements 2011	Report de droit à 2012	Report par décision à 2012	Crédits annulés
		1	2	3	4	5	6	7	8 = 3 – 5 – 6 – 7
1 2 2	**Crédit provisionnel**	**133 131,00**		**133 131,00**					**133 131,00**
	Total Chapitre 1 2 – Autres agents et prestations externes	**12 334 174,00**	**250 000,00**	**12 584 174,00**	**10 266 213,19**	**9 401 428,70**	**864 784,49**		**2 317 960,81**
1 3 0 0	Frais divers de recrutement	132 000,00	6 000,00	138 000,00	137 128,80	123 504,72	13 624,08		871,20
1 3 0 1	Perfectionnement professionnel	1 603 000,00	6 000,00–	1 597 000,00	1 589 383,73	698 465,05	890 918,68		7 616,27
1 3 0	**Dépenses liées à la gestion du personnel**	**1 735 000,00**		**1 735 000,00**	**1 726 512,53**	**821 969,77**	**904 542,76**		**8 487,47**
1 3 1 0	Secours extraordinaires	40 000,00	10 000,00	50 000,00	16 949,44	15 022,44	1 927,00		33 050,56
1 3 1 1	Relations sociales entre les membres du personnel	119 000,00	25 000,00	144 000,00	135 090,00	134 940,00	150,00		8 910,00
1 3 1 2	Aide complémentaire aux handicapés	69 000,00	90 000,00	159 000,00	87 895,00	42 466,75	45 428,25		71 105,00
1 3 1 3	Autres interventions sociales	66 000,00		66 000,00	65 600,00	65 158,80	441,20		400,00
1 3 1	**Interventions en faveur du personnel de l'institution**	**294 000,00**	**125 000,00**	**419 000,00**	**305 534,44**	**257 587,99**	**47 946,45**		**113 465,56**
1 3 2 0	Service médical	432 000,00	61 328,30–	370 671,70	356 421,70	249 579,96	106 841,74		14 250,00
1 3 2 1	Restaurants et cantines	1 115 000,00		1 115 000,00	980 940,00	977 021,23	3 918,77		134 060,00
1 3 2 2	Crèches et garderies	1 841 000,00	61 328,30	1 902 328,30	1 901 267,00	1 179 967,54	721 299,46		1 061,30
1 3 2	**Activités concernant l'ensemble des personnes liées à l'institution**	**3 388 000,00**		**3 388 000,00**	**3 238 628,70**	**2 406 568,73**	**832 059,97**		**149 371,30**
1 3 3 1	Frais de mission du secrétariat du Conseil	3 912 000,00	200 000,00–	3 712 000,00	2 659 088,83	2 256 427,71	402 661,12		1 052 911,17
1 3 3 2	Frais de voyage des membres du personnel dans le cadre du Conseil européen	400 000,00	200 000,00	600 000,00	395 000,00	343 577,10	51 422,90		205 000,00
1 3 3	**Missions**	**4 312 000,00**		**4 312 000,00**	**3 054 088,83**	**2 600 004,81**	**454 084,02**		**1 257 911,17**
	Total Chapitre 1 3 – Autres dépenses concernant les personnes liées à l'institution	**9 729 000,00**	**125 000,00**	**9 854 000,00**	**8 324 764,50**	**6 086 131,30**	**2 238 633,20**		**1 529 235,50**
	TOTAL TITRE 1 – Personnes liées à l'institution	**312 888 627,00**	**375 000,00**	**313 263 627,00**	**299 505 665,52**	**295 953 783,43**	**3 551 882,09**		**13 757 961,48**

Ligne budgétaire		Crédits initiaux 2011	Virements/ modifications 2011	Crédits finaux 2011	Engagements 2011	Paiements 2011	Report de droit à 2012	Report par décision à 2012	Crédits annulés
		1	2	3	4	5	6	7	8 = 3 – 5 – 6 – 7
2000	Loyers	1 053 000,00		1 053 000,00	1 048 635,03	1 048 635,03			4 364,97
2002	Acquisition de biens immobiliers	15 000 000,00	10 000 000,00	25 000 000,00	25 000 000,00	25 000 000,00			
2003	Aménagement des locaux	4 860 000,00	2 160 000,00–	2 700 000,00	1 909 191,55	640 638,69	1 268 552,86		790 808,45
2004	Travaux de sécurisation	1 260 000,00	375 000,00–	885 000,00	427 117,85	76 117,14	351 000,71		457 882,15
2005	Dépenses préliminaires à l'acquisition, à la construction et à l'aménagement d'immeubles	460 000,00	35 000,00	495 000,00	436 299,55	129 046,26	307 253,29		58 700,45
200	**Immeubles**	**22 633 000,00**	**7 500 000,00**	**30 133 000,00**	**28 821 243,98**	**26 894 437,12**	**1 926 806,86**		**1 311 756,02**
2010	Nettoyage et entretien	16 761 000,00		16 761 000,00	16 337 683,53	12 417 409,83	3 920 273,70		423 316,47
2011	Eau, gaz, électricité et chauffage	4 031 000,00		4 031 000,00	3 976 012,76	3 172 527,55	803 485,21		54 987,24
2012	Sécurité et surveillance des bâtiments	9 090 000,00		9 090 000,00	8 787 930,82	7 502 829,36	1 285 101,46		302 069,18
2013	Assurances	211 000,00		211 000,00	210 077,13	210 077,13			922,87
2014	Autres dépenses afférentes aux immeubles	529 000,00		529 000,00	405 810,97	249 472,91	156 338,06		123 189,03
201	**Frais afférents aux immeubles**	**30 622 000,00**		**30 622 000,00**	**29 717 515,21**	**23 552 316,78**	**6 165 198,43**		**904 484,79**
	Total chapitre 20 – Immeubles et frais accessoires	**53 255 000,00**	**7 500 000,00**	**60 755 000,00**	**58 538 759,19**	**50 446 753,90**	**8 092 005,29**		**2 216 240,81**
2100	Acquisition d'équipements et de logiciels	7 969 000,00	3 214 400,00	11 183 400,00	11 168 741,80	4 385 294,58	6 783 447,22		14 658,20
2101	Prestations externes pour l'exploitation et la réalisation de systèmes informatiques	19 038 000,00	1 740 200,00–	17 297 800,00	17 255 352,03	9 267 444	7 987 908		42 447,97
2102	Entretien et maintenance d'équipements et de logiciels	4 551 000,00	938 200,00–	3 612 800,00	3 604 704,99	2 749 110,12	855 594,87		8 095,01
2103	Télécommunications	4 224 000	536 000,00–	3 688 000,00	3 687 944,02	2 271 432	1 416 512		55,98
210	**Informatique et télécommunications**	**35 782 000,00**		**35 782 000,00**	**35 716 742,84**	**18 673 280,23**	**17 043 462,61**		**65 257,16**

	Ligne budgétaire	Crédits initiaux 2011	Virements/ modifications 2011	Crédits finaux 2011	Engagements 2011	Paiements 2011	Report de droit à 2012	Report par décision à 2012	Crédits annulés
		1	2	3	4	5	6	7	8 = 3 – 5 – 6 – 7
2 1 1 1	Achat et renouvellement de mobilier	1 020 000,00		1 020 000,00	570 064,48	165 989,40	404 075,08		449 935,52
2 1 1 2	Location, entretien, maintenance et réparation de mobilier	31 000,00		31 000,00	25 766,15	10 815,82	14 950		5 233,85
2 1 1	**Mobilier**	**1 051 000,00**		**1 051 000,00**	**595 830,63**	**176 805,22**	**419 025,41**		**455 169,37**
2 1 2 0	Achat et renouvellement de matériel et d'installations techniques	4 528 000,00	120 000,00–	4 408 000,00	2 251 292,13	631 976,39	1 619 315,74		2 156 707,87
2 1 2 1	Prestations externes pour l'exploitation et la réalisation de matériel et d'installations techniques	60 000,00		60 000,00	42 787,67	34 515,87	8 271,80		17 212,33
2 1 2 2	Location, entretien, maintenance et réparation de matériel et d'installations techniques	620 000,00	120 000,00	740 000,00	585 823,85	474 623,17	111 200,68		154 176,15
2 1 2	**Matériel et installations techniques**	**5 208 000,00**		**5 208 000,00**	**2 879 903,65**	**1 141 115,43**	**1 738 788,22**		**2 328 096,35**
2 1 3 2	Location, maintenance et réparation du parc automobile	388 000,00		388 000,00	268 793,17	196 191,91	72 601,26		119 206,83
2 1 3 3	Plan de mobilité	400 000,00		400 000,00	197 988,35	147 247,37	50 740,98		202 011,65
2 1 3	**Transports**	**788 000,00**		**788 000,00**	**466 781,52**	**343 439,28**	**123 342,24**		**321 218,48**
	Total Chapitre 2 1 – Informatique, équipement et mobilier	**42 829 000,00**		**42 829 000,00**	**39 659 258,64**	**20 334 640,16**	**19 324 618,48**		**3 169 741,36**
2 2 0 0	Frais de voyage des délégations	33 675 000,00	8 677 006,00	42 352 006,00	21 482 591,12	21 482 591,12			20 869 414,88
2 2 0 1	Frais de voyage divers	184 000,00	332 000,00	516 000,00	287 000,00	164 353,24	122 646,76		229 000,00
2 2 0 2	Frais d'interprétation	94 722 973,00	16 884 006,00–	77 838 967,00	71 789 816,40	66 189 941,40	5 599 875,00		6 049 150,60
2 2 0 3	Frais de réception et de représentation	2 045 000,00		2 045 000,00	1 750 946,43	1 407 874,73	343 071,70		294 053,57
2 2 0 4	Frais divers de réunions internes	4 124 000,00		4 124 000,00	2 498 713,54	2 058 352,76	440 360,78		1 625 286,46
2 2 0 5	Organisation des conférences, congrès et réunions	912 000,00		912 000,00	173 722,31	102 425,08	71 297,23		738 277,69

Ligne budgétaire		Crédits initiaux 2011	Virements/ modifications 2011	Crédits finaux 2011	Engagements 2011	Paiements 2011	Report de droit à 2012	Report par décision à 2012	Crédits annulés
		1	2	3	4	5	6	7	8 = 3 – 5 – 6 – 7
2 2 0	**Réunions et conférences**	**135 662 973,00**	**7 875 000,00–**	**127 787 973,00**	**97 982 789,80**	**91 405 538,33**	**6 577 251,47**		**29 805 183,20**
2 2 1 0	Dépenses de documentation et de bibliothèque	937 000,00		937 000,00	815 818,64	561 627	254 192		121 181,36
2 2 1 1	Journal officiel	5 193 000,00		5 193 000,00	4 618 000,00	2 269 209,25	2 348 790,75		575 000,00
2 2 1 2	Publications générales	650 000,00		650 000,00	535 496,37	144 272,70	391 223,67		114 503,63
2 2 1 3	Information et manifestations publiques	1 260 000,00		1 260 000,00	1 176 535,58	842 855,93	333 679,65		83 464,42
2 2 1	**Information**	**8 040 000,00**		**8 040 000,00**	**7 145 850,59**	**3 817 964,92**	**3 327 885,67**		**894 149,41**
2 2 3 0	Fournitures de bureau	971 000,00	60 000,00–	911 000,00	514 749,51	392 189,68	122 559,83		396 250,49
2 2 3 1	Affranchissement	170 000,00	50 000,00–	120 000,00	93 656,29	60 236,38	33 419,91		26 343,71
2 2 3 2	Frais d'études, d'enquêtes et de consultations	20 000,00	55 000,00	75 000,00	55 000,00	37 951,73	17 048,27		20 000,00
2 2 3 4	Déménagement		5 000,00	5 000,00	1 311,12		1 311,12		3 688,88
2 2 3 5	Charges financières	20 000,00		20 000,00	12 400,00	9 398,03	3 001,97		7 600,00
2 2 3 6	Frais de contentieux, frais juridiques, dommages, dédommagements	600 000,00	50 000,00	650 000,00	650 000,00	337 139,42	312 860,58		
2 2 3 7	Autres dépenses de fonctionnement	270 000,00		270 000,00	200 593,46	88 462,30	112 131,16		69 406,54
2 2 3	**Dépenses diverses**	**2 051 000,00**		**2 051 000,00**	**1 527 710,38**	**925 377,54**	**602 332,84**		**523 289,62**
	Total chapitre 2 2 – Dépenses de fonctionnement	**145 753 973,00**	**7 875 000,00–**	**137 878 973,00**	**106 656 350,77**	**96 148 880,79**	**10 507 469,98**		**31 222 622,23**
TOTAL	**TITRE 2 – Immeubles, équipement et dépenses de fonctionnement**	**241 837 973,00**	**375 000,00–**	**241 462 973,00**	**204 854 368,60**	**166 930 274,85**	**37 924 093,75**		**36 608 604,40**
3 1 0 0	Loyers	1 586 000,00		1 586 000,00	1 553 102,02	1 548 703,45	4 398,57		32 897,98

Ligne budgétaire		Crédits initiaux 2011	Virements/ modifications 2011	Crédits finaux 2011	Engagements 2011	Paiements 2011	Report de droit à 2012	Report par décision à 2012	Crédits annulés
		1	2	3	4	5	6	7	8 = 3 – 5 – 6 – 7
3 1 0	**Immeubles**	**1 586 000,00**		**1 586 000,00**	**1 553 102,02**	**1 548 703,45**	**4 398,57**		**32 897,98**
3 1 1 0	Nettoyage et entretien	165 000,00		165 000,00	152 691,39	139 289,02	13 402,37		12 308,61
3 1 1 1	Eau, gaz, électricité et chauffage	165 000,00	107 000,00	272 000,00	264 705,17	263 427,09	1 278,08		7 294,83
3 1 1 2	Sécurité et surveillance des bâtiments	620 000,00	107 000,00–	513 000,00	511 470,38	511 470,38			1 529,62
3 1 1 3	Assurances								
3 1 1	**Frais afférents aux immeubles**	**950 000,00**		**950 000,00**	**928 866,94**	**914 186,49**	**14 680,45**		**21 133,06**
	Total chapitre 3 1 – Immeubles et frais accessoires	**2 536 000,00**		**2 536 000,00**	**2 481 968,96**	**2 462 889,94**	**19 079,02**		**54 031,04**
3 2 0 0	Acquisition d'équipements et de logiciels								
3 2 0 1	Prestations externes pour l'exploitation et la réalisation de systèmes informatiques								
3 2 0 2	Entretien et maintenance d'équipements et de logiciels								
3 2 0	**Informatique et télécommunications**								
	Total Chapitre 3 2 – Informatique, équipement et mobilier								
3 3 1 0	Dépenses de documentation et de bibliothèque								
3 3 1 1	Publications générales								
3 3 1 2	Information et manifestations publiques								
3 3 1	**Information**								
3 3 2 2	Autres dépenses de fonctionnement								
3 3 2	**Dépenses diverses**								
	Total chapitre 3 3 – Dépenses de fonctionnement								

Ligne budgétaire	Crédits initiaux 2011	Virements/ modifications 2011	Crédits finaux 2011	Engagements 2011	Paiements 2011	Report de droit à 2012	Report par décision à 2012	Crédits annulés
	1	2	3	4	5	6	7	8 = 3 – 5 – 6 – 7
TOTAL TITRE 3 – Dépenses résultant de l'exercice par l'institution de ses missions spécifiques	**2 536 000,00**		**2 536 000,00**	**2 481 968,96**	**2 462 889,94**	**19 079,02**		**54 031,04**
10 1 Réserve pour imprévus	6 000 000,00		6 000 000,00					6 000 000,00
TITRE 10 - Autres dépenses	**6 000 000,00**		**6 000 000,00**					**6 000 000,00**
BUDGET TOTAL	**563 262 600,00**		**563 262 600,00**	**506 842 003,08**	**465 346 948,22**	**41 495 054,86**		**56 420 596,92**